



Antonin Richard en 1911, à 18 ans, avec sa sœur Marie qui fêtait son 20e anniversaire.

ELLE SE BAT POUR LA MÉMOIRE D'ANTONIN À ALBI

«C'est très important pour moi. Antonin est mort pour la France. Je veux une fiche de décès à son nom, et non celui d'un autre. Il y a droit.» Employée de bureau à la retraite à Saint-Juéry, Christiane Frayssines exerce son «devoir de mémoire» en défendant celle d'Antonin Richard, son grand-oncle. Ce Poilu tarnais de 21 ans a été tué au front à Vauxrot (Aisne), cinq mois après le début de la Grande guerre le 25 décembre 1914. «Le jour de Noël, c'est encore plus émouvant. C'est symbolique», s'attriste encore 99 ans après sa petite-nièce, comme si le temps, ce presque siècle, n'avait pas passé; comme si et on le voit avec tant de Français qui font preuve d'un intérêt toujours aussi vif pour la Première guerre mondiale, cette blessure familiale ne s'était jamais

refermée. «Le frère jumeau de ma mère étant mort lui en 39-40, mes parents voulaient que je sois une fille. Pour que je ne fasse pas la guerre», témoigne toujours aussi émue Christiane.

Mélange d'identités

Plaie d'autant plus vive qu'en consultant il y a deux ans le site Mémoire des hommes qui répertorie les morts pour la France, Christiane Frayssines s'est aperçue d'erreurs multiples sur la fiche de décès d'Antonin Richard. «Il y a eu un mastich complet entre lui et Émile Georges Richard, qui lui n'est pas mort à la guerre de 14-18, peut-être parce qu'ils étaient tous deux au 2^e régiment du génie. Ils ont mélangé les deux identités.» Antonin était né à Carmaux où son père Jean-Noël

était verrier, avant que la famille déménage à Albi rue de Sandy pour que le papa intègre la VOA. Antonin figure bien sur le monument aux morts d'Albi. Cela ne suffit pas à Christiane, fille unique et dernière famille restante d'Antonin, qui n'a pas eu d'enfant. Sa sœur Marie était la grand-mère de Christiane. «L'Onac m'a dit qu'il fallait que je m'adresse au tribunal de Nanterre, l'autre soldat étant de Vanves. Après un an et demi d'attente, le tribunal de Nanterre m'a renvoyé sur le tribunal d'Albi et m'a averti que je devrais prendre un avocat. Là je cale. C'est vraiment compliqué. Je lance un appel à l'Onac ou à une association d'anciens combattants, qui pourrait m'aider ou me conseiller dans ma démarche.»

Alain-Marc Delbouys